



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



## BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 103 / 15 MARS 88

### COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LE CESSEZ-LE-FEU EN DATE DU 8 MARS

**CONCERTATION SUR LE CESSEZ-LE-FEU : QUELS CALCULS DERRIERE LA VALSE-HESITATION DE LA CONTRA ?** La Contra est revenue, deux jours après, sur son refus de participer aux conversations de Sapoá, à présent fixées aux 21, 22 et 23 mars. S'agit-il de gagner du temps pour que l'opposition multiplie ses actions de déstabilisation à l'intérieur du pays ? pour que les mercenaires allongent leur liste d'actes terroristes et de victimes civiles ? pour que les Etats-Unis préparent les conditions d'une invasion ?

**LE DOUBLE OBJECTIF DE LA POLITIQUE DES PRIX.** L'économie nicaraguayenne est entrée, depuis l'annonce des dernières mesures économiques, dans une phase de réorganisation et d'observation, au terme de laquelle on connaîtra les coûts réels de production et on procèdera à de nouveaux ajustements de prix. En attendant, le gouvernement vient de fixer les prix provisoires de quatre produits fondamentaux. L'effet poursuivi est autant de stimuler la production que de protéger le consommateur: un grand défi pour redresser l'économie sans passer par les recettes du FMI.

**CONTROLE SOCIAL : PARTICIPATION POPULAIRE POUR LA SURVIE.** Dans une interview accordée à l'ANN, la coordinatrice nationale des comités de défense sandiniste (CDS) explique l'enjeu du contrôle social. C'est l'affaire de chaque citoyen sans exception, du consommateur qui doit exiger le respect des prix fixes, du producteur et du vendeur qui doivent comprendre leur rôle social au-delà des intérêts mercantiles, des organisations de masse et des syndicats qui doivent activer la mise en place de mécanismes de contrôle.

**CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE FEMININE.** A l'occasion du 8 mars a été lancée à Managua la campagne internationale de solidarité féminine avec la femme nicaraguayenne par le groupe MIREN (mujeres internacionalistas résidentes en Nicaragua) qui se définit comme le maillon intermédiaire entre les femmes nicaraguayennes et vous, femmes d'ailleurs.

**APERÇU DU THEATRE NICARAGUAYEN.** Le théâtre nicaraguayen a produit un siècle après la conquête, une oeuvre originale, "el Gueguense", satire populaire où l'occupant espagnol est mis à mal. Il faudra attendre presque la moitié du XXème siècle pour qu'il retrouve une inspiration nationale. Franz Galich nous présente un historique de son évolution.

### LE PANAMA FACE A L'AGRESSION DES ETATS-UNIS. UNE ENTREVUE EXCLUSIVE

**AVEC LE PRESIDENT SOLIS PALMA.** Dans une entrevue accordée à l'ANN, le nouveau président du Panama, Manuel Solis Palma, évoque la situation de son pays. Les Américains, selon lui, sont prêts à tout pour rester dans la zone du canal. D'ailleurs, aucun autre pays latino-américain n'a la capacité d'abriter les forces stationnées au Panama. M. Solis Palma s'explique aussi sur le pouvoir militaire et l'appui populaire avant d'en venir au problème crucial du manque de monnaie en circulation et aux solutions envisagées.

### EN BREF

- LA SEQUESTRATION DE RICHARD BOREN : UNE SALE AVENTURE.
- LE SALVADOR : LA DEMOCRATIE CHRETIENNE ACCUSEE DE CORRUPTION
- ETATS-UNIS : LA CAMPAGNE ELECTORALE ET LA POSITION DES CANDIDATS SUR LE NICARAGUA

40 P 11481

## COMMUNIQUE DU GOUVERNEMENT SUR LE CESSEZ-LE-FEU EN DATE DU 8 MARS.

Après que la direction de la Contra ait refusé à la dernière minute de participer aux conversations directes, la présidence a publié un communiqué dont nous donnons le texte intégral.

### COMMUNIQUE NO .9.

La Direction de l'information et de la presse de la présidence de la République avise que:

1. Son Eminence le cardinal Miguel Obando y Bravo avait proposé une réunion qui devait avoir lieu les 9,10 et 11 mars à Guatemala.

2. Postérieurement, le 2 mars, le gouvernement du Nicaragua a pris et a annoncé l'initiative de réaliser cette réunion les 9,10 et 11 mars à Sapoa, territoire frontalier nicaraguayen, avec une délégation de haut niveau dirigée par le membre de la Direction nationale, ministre de la défense et commandant en chef de l'armée populaire sandiniste (EPS), le général Humberto Ortega.

3. La dénommée Direction de la contre-révolution, dans un communiqué du 3 mars, a nommé Adolfo Calero comme chef de la délégation pour assister à cette réunion.

4. Le président du Nicaragua, Daniel Ortega a pris contact, le 7 mars, avec le secrétaire général de l'OEA, Joao Baena Soares et avec son Eminence le cardinal Obando afin de les inviter à participer en qualité de témoins aux conversations qui devaient se tenir à Sapoa, les 9,10 et 11 mars pour la concertation du cessez-le-feu, dans le cadre d'Esquipulas II.

Tant le secrétaire général, Joao Baena Soares, que le cardinal Obando ont accepté l'invitation faite par le président Ortega, à la date prévue.

5. Au moment-même où le président Reagan rentrait de son voyage à Bruxelles et prononçait son discours devant l'Association des vétérans de guerres étrangères, au cours duquel il a réaffirmé sa position interventionniste et sa volonté d'accroître les activités terroristes et les provocations contre le Nicaragua dans la zone frontalière, la dénommée Direction de la contre-révolution a refusé catégoriquement d'assister à la réunion qu'elle avait déjà accepté dans son communiqué du 3 mars.

Ce fait montre une fois de plus le manque de volonté politique du gouvernement des Etats-Unis et de son instrument, la Direction de la contre-révolution, pour arrêter la guerre d'agression et les actes de terrorisme contre le peuple nicaraguayen ainsi que pour accepter la solu-

tion pacifique du conflit comme le demandent les accords d'Esquipulas II.

Le gouvernement du Nicaragua réaffirme devant l'opinion publique nationale et internationale sa volonté de rendre effectif le cessez-le-feu et exhorte le président des Etats-Unis à ne pas continuer d'entraver ces efforts que tous nous sommes obligés de faire pour la paix.

Le gouvernement du Nicaragua fixera dans les prochains jours une date pour la réunion à Sapoa, qui aura lieu au plus tard au cours de la troisième semaine de mars.

Managua, le 8 mars 1988.

### POUR UNE PAIX DIGNE , PATRIE LIBRE OU MOURIR !

Note: trois jours après avoir refusé de se rendre à la réunion du 9 mars, A. Calero vient d'accepter le principe de conversations directes à Sapoa le 21 mars, "sans ordre du jour préalable", et en la présence, comme observateurs, de J. Baena Soares, secrétaire général de l'OEA et du cardinal Obando.

### CONCERTATION SUR LE CESSEZ-LE-FEU : QUELS CALCULS DERRIERE LA VALSE-HESITATION DE LA CONTRA ?

par Norma Cuadra

Managua, (ANN). L'évolution des négociations sur le cessez-le-feu a fait naître au Nicaragua des grandes espérances et les initiatives prises par le gouvernement alimentent cette foi en la paix, mais une paix digne. C'est conscients de ce sentiment du peuple nicaraguayen que les dirigeants sandinistes ont fait preuve d'une souplesse remarquable face aux exigences et aux pressions croissantes des forces d'agression.

Tandis que le président Oscar Arias avait autorisé les représentants de la contre-révolution à passer par le Costa Rica pour se rendre au rendez-vous de Sapoa, le secrétaire général de l'OEA, Joao Baena Soares, était déjà arrivé à Managua pour assister, avec le cardinal Obando qui avait donné son accord, aux négociations en tant que témoins. Après avoir clairement accepté la réunion fixée, la Direction de la Contra avait déjà nommé Adolfo Calero chef de sa délégation. Mais à la veille du 8 mars, le président Reagan a redéfini sa volonté belliciste comme une position de principe devant l'association des vétérans de guerres étrangères (il est important de souligner qu'au fil de leur histoire moderne, les Etats-Unis ont fait toutes leurs guerres en territoire étranger). A cette occasion, il a déclaré qu'une défaite des contras "serait une défaite stratégique grave pour Washington". En même

temps, il a donné des instructions aux chefs mercenaires afin de faire échouer la réunion de Sapoa en faisant valoir que "c'est un moment mal choisi pour négocier".

Alors que la population de Managua commémorait, lors du rassemblement du 8 mars, l'assassinat des premières femmes qui avaient fait grève pour revendiquer dans une usine textile de New York, leurs droits au travail, le président Ortega a confirmé publiquement que la Contra avait décidé de ne pas assister aux négociations, prenant prétexte de modalités techniques.

Les événements politiques de ces jours-là ont mis en évidence les nouvelles tactiques de la Contra que le vice-président Sergio Ramirez a traduit comme suit: "Elle concentre ses attaques pour neutraliser la défense militaire, diviser la société, démobiliser la population, créer un mécontentement et fomenter un soulèvement en redonnant par ailleurs le blason des forces et des dirigeants mercenaires". Les faits sont clairs: aux récents actes terroristes est venue s'ajouter, le 3 mars, l'attaque de l'asentamiento Mancotal faisant trois morts, onze blessés et douze civils séquestrés, parmi eux le citoyen américain, Richard Boren. Depuis le 1er mars, les centrales syndicales (CAUS, CUS, CGT) proches des 14 partis d'opposition ont appelé les travailleurs à faire grève et à manifester. L'écho a été faible et la tentative de soulever le peuple contre les nouvelles mesures économiques gouvernementales a échoué.

Manipulant le sentiment maternel d'une minorité de mères nicaraguayennes, les forces politiques contre-révolutionnaires les ont lancées dans une confrontation ouverte avec les autorités et le peuple défenseur de la souveraineté nationale. Cependant, elles n'ont pas réussi à faire du service militaire patriotique (SMP) un axe d'attaque mobilisateur.

Ces exemples illustrent la stratégie exposée dans le "manuel d'opérations psychologiques" de la CIA, où on peut lire page 167: "Nos cadres de la guerre psychologique créeront des tensions à caractère agressif dans les lieux de rassemblements publics, revenant sans cesse à la charge sur les thèmes sensibles.

Même chose dans les réunions de groupes, où, à travers des conversations informelles, le mécontentement sera exprimé...".

Les opérations militaires américaines depuis le Costa Rica et le Honduras indiquent également que l'on s'active à préparer le théâtre d'opérations pour une éventuelle invasion du Nicaragua.

Selon les sources du ministère de la défense nicaraguayen, les indices s'accumulent, que ce soit l'augmentation à neuf et dix vols de fret par jour transportant des munitions et des explosifs vers le Honduras, le stationnement de 1800 hommes des troupes spéciales "Tigre" à Durzu-

na, à cinq kilomètres de la frontière nicaraguayenne, l'accroissement des vols de fret vers la base aérienne de Palmerola ou encore le transfert d'importantes quantités de munitions et d'explosifs depuis le commandement sud au Panama vers le Costa Rica, où elles sont entreposées.

Au début, on a pensé que ces mouvements étaient en vue des manoeuvres "Ahuas Tara" programmées en février, mais qui en fait ont été postérieurement suspendues sans aucune explication.

Dans ce contexte, il est évident que la subite décision de la Direction contra de ne pas assister aux négociations du cessez-le-feu les 9,10 et 11 mars à Sapoa, obéit à une tactique à retardement qui permet à l'Administration Reagan de gagner du temps vis-à-vis du Congrès, lequel a rejeté la proposition démocrate d'aide à la Contra.

R. Reagan a défini la défaite de la contre-révolution comme "une défaite stratégique grave pour les Etats-Unis", se faisant l'avocat d'une solution militaire du conflit à n'importe quel prix. Mais il doit compter avec le Congrès et la communauté internationale. Il ne peut pas se permettre d'annuler de manière définitive les négociations. Cela explique, que moins de 48 heures après avoir refusé de se rendre à Sapoa, A. Calero, chef militaire des forces contras, ait annoncé, en accord avec le gouvernement du Nicaragua, la décision de reprogrammer les négociations pour les 21, 22 et 23 mars à Sapoa et sans aucune condition. La présence de l'opposition interne en qualité d'observateur a été déclinée.

Ces tactiques à retardement ne changent pas le fond des choses.

Le peuple nicaraguayen et ses dirigeants sont patients et optimistes. Le processus de transformations démocratiques avance malgré la guerre et le blocus. Au parlement on discute la loi du divorce et travaille à l'émancipation sociale.

Pour mieux faire face à la crise économique, le gouvernement révolutionnaire a mis en oeuvre une réstructuration. Pendant ce temps, les jeunes du SMP (los Cachorros) et les troupes régulières sont en première ligne de combat dans une grande offensive militaire. Pendant ce temps, d'autres peuples de la région centraméricaine se lèvent pour défendre leur souveraineté nationale.

## LE DOUBLE OBJECTIF DE LA POLITIQUE DES PRIX

par Ricardo Pino Robles.

**Managua, (ANN).** Suite à des négociations avec les producteurs, le gouvernement nicaraguayen a révisé les prix de quatre produits de base. Il poursuit, à travers sa décision, un double objectif: encourager les producteurs et protéger les consommateurs.

Cela a l'air contradictoire, et pourtant telle est la décision officielle, qui garantit une marge de profit "raisonnable" aux producteurs en même temps qu'elle subventionne le prix à la consommation de trois des quatre produits concernés: le riz, le sucre, le lait, la viande de boeuf.

Cette situation, si l'on en croit les fonctionnaires responsables, se maintiendra pendant environ deux mois, délai après lequel on connaîtra avec plus de précision les coûts réels de production qui devront être répercutés tant sur les prix payés aux producteurs que sur les prix à la consommation, que l'Etat cessera alors de subventionner.

Pour comprendre la situation délicate dans laquelle se trouve le gouvernement, il faut prendre en compte au moins deux aspects: la nécessité des mesures d'ajustement appliquées depuis février et le caractère populaire du régime sandiniste. A la différence de beaucoup de pays sous-développés qui, pour affronter les crises économiques internes et garantir le service de la dette extérieure, exécutent fidèlement les ordres du fonds monétaire international (FMI) en prenant des décisions draconiennes, au coût social élevé, le Nicaragua a pris des mesures "hétérodoxes", comme on les a qualifiées ici. En même temps que la réforme monétaire, qui a révalorisé le cordoba et a établi une parité de change unique (1 dollar = 1 c), le gouvernement a procédé à un réajustement général des prix et des salaires. Mais ces derniers ont connu une hausse qui va de 300 à 800 %.

C'est cet aspect qui, selon les spécialistes, démontre la nature du régime: le gouvernement a fait de sérieux efforts pour éviter de faire payer à la population la politique de choc destinée à corriger les graves déséquilibres macro-économiques, dont la principale expression était une inflation à quatre et bientôt cinq chiffres. Un mois après la mise en place des mesures, dont tous les effets ne sont pas encore visibles, la décision du gouvernement est de continuer à défendre la valeur de la nouvelle monnaie et le pouvoir d'achat des travailleurs, victimes depuis cinq ans de l'appétit vorace des spéculateurs de tous poils.

Mais, dans cette entreprise, le gouvernement affronte des difficultés objectives. S'appuyant sur l'offre insuffi-

sante de biens de consommation, certains producteurs sans scrupules et parfaitement égoïstes voudraient faire des profits toujours plus grands et font pression pour obtenir des prix de plus en plus élevés, confortant ainsi le comportement de ceux qui spéculent sur la reprise de l'inflation.

Selon ce qui a été décidé, le riz est désormais payé au producteur 6 cordobas (cs) la livre est vendue 4,10 cs au consommateur. Le sucre, acheté 4 cs au producteur est vendu 2,85. Pour un litre de lait, les éleveurs recevront un prix de base de 8,5 cs, augmenté de primes pouvant s'élever à 4,5 cs selon la teneur en graisse. Dans tous les cas, le consommateur achètera le litre de lait à 6,6 cs. La viande de boeuf, quant à elle, ne sera pas subventionnée et ses prix continuent à être élevés: de 30 à 40 cs la livre. Pour un veau de 160 kg, les éleveurs reçoivent 23,33 cs le kilo de viande sur pied, et pour une génisse de 400 kilos, 18,62 cs.

Les producteurs de la UNAG, au nombre de 124'000, ont déclaré qu'ils comprenaient très bien que ces prix correspondent à la première étape de l'application des mesures, que ceux-ci ne sont pas gelés et que l'on procèdera à de nouveaux ajustements dans un avenir proche.

Mais d'autres ont fait connaître leur désaccord. Par exemple, les dirigeants de la Fédération des associations d'éleveurs nicaraguayens (FAGANIC) affirment qu'aujourd'hui une génisse ne coûte pas 7 448 cs mais au moins 12.000 cs, estimation qui, selon les spécialistes, est de toute évidence exagérée. D'autres producteurs ont également manifesté leur désaccord avec les prix du riz, du sucre et du lait, mais jusqu'à présent la majeure partie des paysans comprend les difficultés que rencontre l'économie nationale pour rétablir les équilibres fondamentaux.

Chez les consommateurs, on observe également des réactions diverses selon le niveau de revenus, car la hausse des salaires, s'il est vrai qu'elle a permis l'augmentation du pouvoir d'achat de tous, a cependant davantage profité aux cadres et techniciens.

Le grand défi du gouvernement consiste justement à satisfaire dans le cadre de l'économie mixte, tant les producteurs que les consommateurs. Les spécialistes pensent cependant que la tendance principale doit être la stimulation de la production afin d'offrir plus de biens à la consommation, ce qui bénéficiera à l'ensemble de la société. En attendant, pour une courte période au moins, les secteurs populaires continueront à se serrer la ceinture, tant que l'on aura pas réussi à inverser les tendances négatives et à passer à une étape d'assainissement global et soutenu de l'économie nationale.

## CONTROLE SOCIAL : PARTICIPATION POPULAIRE POUR LA SURVIE

par Sergio Ferrari.

**Managua, (ANN). La mobilisation, pendant le mois qui vient de s'écouler, de centaines de milliers de Nicaraguayens marque une nouvelle étape de la participation populaire, seulement comparable aux grands mouvements des premières années de la révolution. La réussite du contrôle social qui s'exerce à tous les niveaux de la vie pratique va être au moins aussi décisive que la capacité du Front sandiniste à mobiliser actuellement la population sur le plan politique.**

Cette réalité présage d'une présence dans la rue qui ne se limitera pas à une "explosion ponctuelle", mais qui correspondra à un bond qualitatif et à une plus grande maturité de la participation et de l'organisation des différents secteurs sociaux. "Le contrôle social signifie participation active et consciente" fait observer la commandante Guerillera Leticia Herrera (titre honorifique que lui a valu son engagement dans le commandement de la lutte armée avant 79) à présent coordinatrice nationale des comités de défense sandiniste (CDS). C'est une attitude qui résulte du fait de "se sentir propriétaire des choses et par conséquent responsable de leur préservation" ajoutet-elle. Toutes ces dernières années, L. Herrera a défendu avec vigueur cette nouvelle conception, ayant dépassé le seuil de la terminologie économique, le vocable "contrôle social" est devenu le défi politique fondamental dans le contexte de survie actuel.

Au cours des neuf années de révolution, les CDS, en tant que principaux organismes de quartier, s'étaient davantage consacrés à des tâches communautaires lançant des campagnes de vaccination et de santé, organisant l'éducation pour adultes, la surveillance nocturne contre la délinquance, etc. Mais dernièrement, ils semblaient pris d'un regrettable sommeil. Les préoccupations économiques de la population, surtout les problèmes de ravitaillement, laissent peu de temps et d'énergie aux gens du quartier pour participer aux activités coordonnées par le CDS.

Les réformes économiques mises en oeuvre à partir du 15 février ont secoué cette léthargie. "Parmi les différentes organisations de masse, les CDS ont été les plus utiles pour soutenir ce type de mesures, car c'est là où ils vivent que les gens ressentent le plus les effets nocifs de la spéculation et qu'ils voient leur pouvoir d'achat se réduire. C'était le secteur touché de plein fouet par les commerçants légaux et illégaux".

Le regard de Leticia s'échappe et revient animé par une nouvelle réflexion. "Les nouvelles mesures ont provoqué le réveil des CDS, et les premiers résultats sont déjà là. Notre souci, à présent, est de réactiver des mécanismes

qui assurent le contrôle social, lequel permettra à son tour de garantir la stabilité du traitement anti-inflationniste. A la population d'être le protagoniste d'une telle politique, d'avoir un rôle moteur".

Ces dernières semaines, dans différents marchés et centres commerciaux du pays, les consommateurs se sont élevés contre les abus et ont réclamé des commerçants qu'ils respectent les prix officiels, condition sine qua non pour assurer le pouvoir d'achat, révalorisé à la suite d'une augmentation des salaires. Chaque intervention des dirigeants du pays a été l'occasion de réitérer l'enjeu des réformes et du contrôle social. Mais dans l'optique sandiniste, qu'est-ce que le contrôle social ? comment expliquer en quelques mots, en quelques minutes tant d'idées et de facteurs entrelacés. Les concepts économiques sont une chose, les comportements sociaux et la réalité sur le terrain en sont une autre.

"Le contrôle social est une série d'attitudes" commence par expliquer L. Herrera, qui est également vice-présidente de l'Assemblée nationale et député sandiniste. "L'attitude que doit avoir chaque personne qui achète et qui revend, en exigeant du vendeur qu'il respecte les prix établis. De même le travail de persuasion permanent que doit effectuer la population sur ceux qui font du commerce. Il est important de comprendre que la pression sociale exercée sur les commerçants, les revendeurs est un facteur qui permet de jouer un rôle actif." Dans son analyse, L. Herrera ne laisse pas de doute sur la difficulté, que rencontre chaque révolution, de changer les mentalités. Mais tout est possible, même le plus difficile, même aux prix d'un long processus.

"Il faut réussir à faire prendre conscience aux vendeurs de la nécessité d'abandonner leur esprit mercantiliste et à leur faire comprendre qu'ils jouent en premier lieu un rôle social, qu'ils sont liés à la communauté à laquelle ils vendent les produits et qu'ils sont les serveurs de cette communauté, et si le CDS, comme organisation de quartier, doit être le garant du contrôle social sur le plan de la commercialisation des produits, c'est en réalité la tâche de tous les acteurs sociaux impliqués" affirme-t-elle. "Et il est nécessaire de créer un front de lutte unique contre la spéculation. Les diverses organisations sociales, qui sont un maillon dans la chaîne de l'approvisionnement, doivent être partie prenante du contrôle social".

Par exemple, la production agricole commence avec la récolte, se poursuit avec le ramassage, et les syndicats de la campagne (ATC, Association des travailleurs de la campagne), de la ville (Centrale sandiniste des travailleurs), de même que celle des petits producteurs (UNAG) doivent inventer des mécanismes souples adaptés les uns aux autres pour assurer le contrôle social dans leurs domaines respectifs".

Selon L. Herrera, cette participation globale non seulement bénéficiera aux organismes impliqués pour leur

propre survie, mais aussi confortera la nouvelle politique économique et sa stabilité. "Chaque organisation qui parvient à mettre en place des mécanismes à chaque phase de la production, distribution, commercialisation, etc. contribuera de façon décisive au succès de l'opération, tout en consolidant sa propre organisation".

Plus qu'une terminologie économique, le contrôle social est un défi politique, un paramètre qui permet de mesurer si la population se sent maître et responsable de son processus.

### CAMPAGNE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE FEMININE

par Françoise Laroppe.

**Managua, 10 de marzo , (ANN). A l'occasion du 8 mars a été lancée à Managua la campagne internationale de solidarité féminine avec la femme nicaraguayenne par le groupe MIREN (mujeres internacionalistas residentes en Nicaragua) qui se définit comme le maillon intermédiaire entre les femmes nicaraguayennes et vous, femmes d'ailleurs.**

Dans l'impressionnante série d'activités échelonnées en fait sur toute une semaine, MIREN s'était réservé le dimanche 6 mars, proposant en matinée un débat sur "la femme centraméricaine entre la libération et l'émancipation" suivi d'une grande fête populaire avec exposition-vente d'artisanat, de livres, de photos, présentation de vidéos, programme culturel bigarré, le tout pimenté de plats typiques de différents pays, la salade nicaraguayenne se disputant à la "Luzerner Hackfleisch im Teig". Les lampions de la fête se sont éteints en soirée dans la mouvance des corps épris de salsa.

Non à la discrimination sexuelle, sociale, économique et politique ont dit les invitées au débat, mais aussi non à l'occupation du territoire par les contras et les troupes américaines, a dit la Hondurienne, dénonçant la prostitution qu'elle entraîne. Non à la répression, s'est exclamée la Salvadorienne, indiquant que dans la guérilla sont impliquées 30 % de femmes. Non à l'assassinat des familles paysannes qui réclament la terre, a dit à son tour la Guatémaltèque.

"Nous autres femmes centraméricaines avons énormément contribué au mouvement féminin international par notre engagement et participation active dans la lutte contre les dictatures" a fait observer la représentante nicaraguayenne Ivon Siu, soulignant le rôle que jouent actuellement ses compatriotes dans la défense de la révolution contre l'agression américaine.

Cette journée se voulait l'expression de la solidarité féminine internationale avec les femmes en lutte contre

l'oppression ou l'agression que vivent leurs peuples respectifs, et de manière indissociable, contre la discrimination sexuelle et sociale. Sketches, danses, chants, théâtre ont, l'après-midi, fait bon ménage pour mettre en scène les points noirs de cette réalité vécue au quotidien: machisme, irresponsabilité paternelle, violence sexuelle.

Passage oblige: prise de conscience et engagement des femmes, ce qui exige, dans le contexte nicaraguayen, autant d'activer l'alphabétisation pour adultes qui bénéficie surtout aux femmes que de revendiquer l'accès à des postes de responsabilité et de direction, sujets eux à une éducation supérieure. Et c'est pour répondre à cette priorité définie par le mouvement des femmes nicaraguayennes que les femmes groupe MIREN a lancé ce 8 mars dans leurs pays d'origine la campagne qui permettra de financer deux projets, celui de Managua "maison de la femme et centre de formation" placé sous la responsabilité d'AMNLAE et celui de l'Atlantique nord "programme de formation de la femme de la Côte" sous la responsabilité du mouvement des femmes de la Côte atlantique pour la paix et l'autonomie. Un relais est déjà assuré dans plusieurs pays au travers de groupes de femmes dans le cadre du mouvement de solidarité avec le Nicaragua.

Voilà le défi lancé à toutes les femmes d'ailleurs ! Défi reflété dans le poème de Gioconda Belli "Si je ne vivais pas":

*"Si j'étais une femme vêtue de soie  
Vivant dans le cocon d'un pays développé  
Où abonde tout ce qui nous manque ici  
Une chose est sûre  
Je serais passée à côté de toi - sans te regarder.  
Sans que tu me voies..."*

### APERÇU DU THEATRE NICARAGUAYEN

par Franz Galich.

**Managua, (ANN). Dans l'histoire du théâtre, le Nicaragua est considéré comme le berceau de la première oeuvre métisse du nouveau monde. Je veux parler de la comédie-ballet "El Gueguense", connue également sous le nom de son morceau central "El macho ratón", qui est apparue au milieu du 17ème siècle.**

Notre poète national Ruben Radio a dit d'elle: "C'est une oeuvre d'une simplicité primitive. Les dialogues alternent dans une monotonie qui n'exclue pas le pittoresque. "El Gueguense" parle pour le peuple". Et José Martí: "Comédie maîtresse surgie après la conquête, écrite dans un dialecte grossier, mélange de castillan populaire et de nahuatl corrompu". Ce ballet, qui est une satire du conquérant espagnol et de ses moeurs, a survécu

cu dans la mémoire collective des Nicaraguayens et continue à être représenté dans certains villages de la Côte pacifique.

Après l'apparition de "el Gueguense" et jusqu'à la première moitié du XX<sup>ème</sup> siècle, le Nicaragua a connu un théâtre de circonstances, comme les drames mettant en scène la passion du Christ et présentés pendant la semaine sainte, ou bien les "locas", pièces qui se jouent pendant la période de Noël, genre qui s'apparente au théâtre liturgique espagnol.

Après l'avènement de l'école littéraire appelée "mouvement d'avant-garde" (1925), qui concerne surtout la poésie et dont les chefs de file sont José Coronel Urtecho, Pablo Antonio Cuadra et Luis Alberto Cabrales, les créateurs cherchent à développer une conception nationale de la culture, qui n'a pas totalement abouti pour différentes raisons. Cependant, ce mouvement jette les bases d'un théâtre national, qui a échoué également dans son entreprise globale mais qui laisse des oeuvres intéressantes faisant toujours partie du répertoire nicaraguayen.

On peut citer avant tout l'expérience linguistique de J. Coronel Urtecho et de Joaquín Pasos "la chinfonia burguesa" (la chymphonie bourgeoise), écrite en 1941. Il s'agit d'une expérimentation scénique, où intervient le jeu humoristique faisant de l'oeuvre une critique sociale, le tout nuancé par un lyrisme pittoresque. Cet opéra bouffe tente de saisir une "nicaraguayenneté" urbaine et provinciale. C'est un des essais les plus sérieux qui ait été réalisé.

On peut citer également "La Petenera" (1938) de J. Coronel Urtecho et "Bailete del orso burgues" (le ballet de l'ours bourgeois) de P.A. Cuadra. Ce dernier a produit une oeuvre de grande intensité dramatique "Por los caminos van los campesinos" (par les chemins vont les paysans), d'un lyrisme remarquable qui fait juger l'oeuvre comme l'une des meilleures - sinon la meilleure de toutes celles de la génération d'avant-garde. Autre pièce importante écrite à la même époque, "la novia de Tola" (la fiancée de Tola, 1939) de l'écrivain Alberto Ordóñez Arguello. D'inspiration populaire et réaliste, elle n'est dépassée dans ce genre que par "El Gueguense".

Enrique Fernández Morales, de son côté, essaie de faire un théâtre historique local à travers des pièces comme "El milagro de Granada" (le miracle de Grenade, 1956) "La niña del río" (la fille du fleuve, 1960) et "El vengador de la concha" (le vengeur de la concha), dans lesquelles l'élément scénique est beaucoup plus important que l'aspect littéraire. Cet auteur a également écrit "Judas" (1970), monologue d'une force dramatique indiscutable.

Mais peut-être le cas le plus intéressant est celui de Rolando Steiner, dont la vocation et le talent ont été précoces comme le révèlent deux oeuvres de jeunesse, "El

angel extraviado" (l'ange égaré) et "Eugenio débil" (Eugenio l'imbécile). Il est aussi l'auteur de "Judit" (1957), où l'amour bourgeois est remis en question. Son "Antígona en el infierno" (Antigone aux enfers), pièce en un acte, reprend la dramaturgie grecque et reste influencé par Sophocle. Il s'agit d'une protestation allégorique contre l'ordre politique de l'époque, tout comme dans "La pasión de Helena" (1963). Dans le monde hispano-américain, ses pièces les plus connues et jouées sont sans doute "El tercer día" (le troisième jour, 1965), et sa trilogie du mariage composée de "Un drama corriente" (un drame courant, 1963), "La puerta" (la porte, 1966) et "Judit" dont nous avons déjà parlé.

Il est juste de signaler aussi les mérites d'Alberto Ycaza, auteur de "Ancestral 66", qui explique les mythes de nos ancêtres en les liant à certains aspects de la réalité hispano-américaine. De lui également "Escaleras para embrujar tiempo" (escaliers pour envouter le temps), pièce pour marionnettes, dans laquelle A. Ycaza tente une expérimentation à partir de la correction constante d'un argument central. "Asesinato frustrado" (un assassinat manqué), à l'ambiance grotesque et violente, est la meilleure de ses pièces.

Deux autres auteurs valent d'être mentionnés. Horacio Peña fait des incursions dans le théâtre-monologue, abordant des thèmes existentiels: "El sepultero" (le fossoyeur, 1969), "El hombre" (l'homme, 1970) et "El cazador" (le chasseur, 1974). Quant à Octavio Robleto, il a surtout traité des thèmes populaires comme dans "Un soldado" (1975) et "Doña Ana no está aquí" (Doña Ana n'est pas là, 1977). Il a écrit aussi pour les enfants: "La cucarachita mandinga", "La gallina ciega" (la poule aveugle) et "Pasada de tío coyote y tío conejo" (histoire d'oncle coyote et d'oncle lapin).

D'une façon générale, le théâtre nicaraguayen a essayé de sortir, quelquefois avec succès, du cercle local dans lequel les circonstances historiques, culturelles et politiques l'avaient relégué. Malgré les difficultés de l'entreprise, les créateurs n'ont pas renoncé, car, comme le disait Federico García Lorca, "le théâtre est un des instruments les plus expressifs et les plus utiles pour l'édification d'un pays et c'est le baromètre de sa grandeur ou sa décadence".

Les dramaturges nicaraguayens l'ont bien compris.

## LE PANAMA FACE A L'AGRESSION DES ETATS-UNIS. UNE ENTREVUE EXCLUSIVE AVEC LE PRESIDENT SOLIS PALMA

par Arqueles Morales, envoyé spécial.

**Panama, (ANN).** Nous nous étions rencontrés à trois reprises, mais l'entrevue avait été à chaque fois repoussée à cause d'affaires d'Etat très importantes. Enfin, le président Manuel Solis Palma nous reçoit dans un grand salon du palais de las Garzas. Ses premières paroles sont pour nous dire que: "C'est un grand plaisir de parler au monde à travers la presse nicaraguayenne".

"L'agression des Etats-Unis s'est aiguisée, dit-il. Ce qui se joue ici, c'est de savoir si les Américains vont rester ou vont partir avec leur contingent militaire après l'an 2000, date à laquelle, selon le traité (Torrijos/Carter) signé en 1977, ils doivent abandonner toute enclave dans ce que l'on appelle la zone du canal. Nous refusons leurs prétentions. Ils utilisent tous les moyens possibles pour nous obliger à accepter leur objectif".

Très calme et posé, bien qu'il assume la plus haute charge de l'Etat dans des conditions très difficiles, cet ancien professeur ajoute: "La preuve de leur volonté de rester sur notre territoire, c'est qu'ils n'ont créé dans aucun autre pays d'Amérique une infrastructure capable d'accueillir les installations qu'ils devraient enlever d'ici. Ce qu'ils ont installé au Honduras ne serait même pas suffisant pour répondre aux besoins du Commandement sud, sans parler de l'infrastructure d'accueil de près de 15.000 hommes, de centaines d'avions, d'hélicoptères et de tanks. Alors, comme ils ne savent pas où transférer toutes ces troupes qu'ils utilisent à des fins d'intimidation et d'agression contre d'autres peuples, il est logique qu'ils veuillent rester ici, en foulant aux pieds les intérêts du peuple panaméen. Pour cela, semble-t-il, ils pensent qu'ils peuvent passer par dessus des piles de cadavres si c'est nécessaire".

Dans sa jeunesse, le président Solis Palma a été très lié aux mouvements contre les bases militaires américaines au Panama, surtout après la seconde guerre mondiale, en 1947. Il avoue "qu'à cette époque, on leur a jeté beaucoup de pierres".

Mais il ajoute que "cette fois-ci, s'ils viennent, ce n'est pas exactement avec des pierres qu'on les recevra, mais plutôt avec des balles et la colère organisée du peuple".

Mais comment fera le nouveau gouvernement pour garder l'appui populaire qui est conditionné par des revendications auxquelles on ne pourra répondre avant plusieurs années?

Le chef de l'Etat réfléchit un moment et répond: "Il ne fait aucun doute que le peuple a des exigences auxquelles nous devons répondre dans la mesure de nos possibili-

tés. Mais ce soutien qu'il nous a apporté devrait montrer aux gouvernements du monde entier, que la démocratie n'est pas d'ordre cosmétique mais d'ordre politique". Le président approfondit son propos: "Je ne cache pas que la décision de l'Assemblée législative, qui m'a nommé président jusqu'aux élections qui, selon le calendrier, sont fixées à l'an prochain, peut être contestée par les juristes qui s'en tiennent uniquement au purisme. Mais ici, il s'agit de défendre le processus, de retrouver un chemin qui avait été abandonné, qui est le Torrijisme, et je suis disposé à le prendre en toute responsabilité".

N'est-il pas malaise pour un civil de gouverner un pays où tout le monde dit que ce sont les forces de défense qui ont le pouvoir?

Le président sourit: "En réalité, le pouvoir civil et le pouvoir militaire forment les deux éléments inséparables d'un binôme. Les militaires panaméens sont patriotes, leur mentalité a changé car ils ont été formés par le général Torrijos dans la dignité, le respect de la souveraineté et ils ont tout à fait le droit de prendre position.

Il n'est pas question d'une lutte de pouvoir mais d'une coalition qui garantisse l'harmonie nationale et la continuité du processus".

Par ailleurs le chef de l'Etat n'accorde pas grande importance aux troubles occasionnés par la droite d'opposition ces derniers jours: "Ils veulent faire du bruit, convaincre la Maison Blanche qu'ils sont une alternative. Mais combien descendent vraiment dans la rue? Ils sont peu nombreux à le faire. Par contre, nos manifestations sont massives".

Quand nous abordons les questions d'économie, M. Solis Palma ne cache pas sa préoccupation. Notre précédent rendez-vous, fixé au mercredi, avait été annulé à cause d'une réunion avec les présidents et directeurs des 115 banques du pays. "Nous ne sommes pas arrivés à un accord pour que les banques ouvrent leurs portes, bien qu'elles aient de l'argent. Leurs responsables ont peur que cela donne lieu à un retrait massif de fonds qui les laisserait sans capital. Ce qu'ils demandent, c'est que nous, en tant que gouvernement, nous garantissions l'arrivée de dollars".

Officieusement, on sait que des démarches sont en cours pour obtenir des dollars au Japon, auprès de la CEE, dans les pays arabes et en Asie. Le chef de l'Etat explique: "Nous ne ménagerons pas nos efforts. Nous devons agir pour déjouer la manoeuvre injuste, illégale et brutale des Etats-Unis qui veulent nous faire mourir de faim, car c'est ce qui arrive dans un pays dépendant quand pratiquement on lui coupe les fonds".

Cependant, il nous annonce en exclusivité que, malgré la situation, seront payés le jour même les enseignants et les forces de défense. Il pense que le gouvernement a la

possibilité de payer également les fonctionnaires le 15. "Si après cela nous n'arrivons pas à régler les problèmes bancaires, c'est-à-dire les problèmes de la circulation du dollar, nous devons prendre des mesures qui pourraient aller jusqu'à l'émission de bons d'Etat négociables auprès des commerçants pour assurer la subsistance de la population".

Evoquant le plan international, le président définit ainsi les priorités de son gouvernement: intensifier les relations avec l'Amérique latine, avec les pays non-alignés et avec le reste du monde, "en accord avec une vieille tradition de notre peuple de ne pas faire de discrimination, bien que comme le disait le général Torrijos, nous nous réservions le droit de choisir nos amis et nos ennemis". Le chef de l'Etat panaméen accorde beaucoup de valeur à la solidarité nicaraguayenne exprimée par Daniel Ortega. "Les Nicaraguayens subissent une guerre d'agression depuis sept ans. Les Etats-Unis ont voulu nous impliquer, impliquer nos forces de défense dans cette sale guerre mais nous avons refusé. Maintenant, ils nous font payer, ils nous présentent la facture de notre intégrité.

Mais le peuple du Nicaragua doit savoir que ses blessures sont nos blessures et que, comme il résiste, nous aussi nous saurons résister".

#### EN BREF :

#### LA SEQUESTRATION DE RICHARD BOREN: UNE SALE AVENTURE

par Sonia Gonzalez.

Managua (ANN). Il était près de 11 heures du soir, un bruit d'explosion suivi d'une rafale de balles fit sursauter Richard Boren. Il crut que l'on était en train de tuer une famille dans une maison voisine.

Après avoir été témoin, le 1er mars, de l'attaque de la coopérative de Mancotal (240 km au nord-est de Managua) et de la mort de quatre paysans malgré l'héroïque résistance des milices d'auto-défense, Richard Boren, de nationalité étasunienne, a été séquestré pendant huit jours. Il travaillait depuis quatre mois au Nicaragua avec le comité d'action permanente chrétienne pour la paix (ACPP), faisant des recherches sur la violation des droits de l'homme par la Contra auprès des paysans dans les montagnes.

Bouleversé, le jeune nord-américain raconta à son retour à Managua que ses séquestrateurs avaient reçu l'ordre de tirer s'il cherchait à s'échapper. "J'avais saisi le risque que comportait ce travail avec l'ACPP, mais j'ai estimé que c'était une bonne décision" a-t-il commenté. "Cela a été une expérience terrible, mais j'étais toujours cons-

cient du danger et les contras n'avaient pas le droit d'attaquer Mancotal. Ils sont coupables, eux et ceux qui les ont créés et qui continuent de les financer, à savoir le gouvernement des Etats-Unis, mon gouvernement".

Tout comme Paul Fisher en octobre 87, Richard Boren a eu la chance d'être libéré sur ordre du Pentagone et de la Maison Blanche, influencée par l'image et le discrédit que s'est gagnée la Contra dans l'opinion publique américaine, mais aussi par l'enjeu du vote au Congrès. Le jeune ingénieur Benjamin Linder, qui travaillait dans un projet hydroélectrique au nord du pays, n'a pas eu cette chance. En avril 1987, les contras l'ont assassiné.

Les chrétiens pour la paix venus des Etats-Unis sont conscients des risques encourus en zone de guerre, mais ils affirment que "ceux qui oeuvrent pour la paix doivent être prêts à s'exposer aux mêmes dangers que ceux qui luttent contre la guerre". "Nous ne pouvons pas rester les bras croisés à régarder notre prochain nicaraguayen souffrir et mourir des agissements de notre gouvernement". Selon une enquête faite par eux dans les régions montagneuses du nord, en janvier et février 1988, 24 attaques contre-révolutionnaires ont été perpétrées contre des civils, faisant 50 morts dont 19 enfants, 67 blessés et 58 séquestrés dont 9 enfants. "Nous savons que les armes de ces crimes sont financées par les Etats-Unis et que la Contra n'est qu'un instrument de cette politique extérieure, entraîné et équipé par eux" a exprimé un représentant de l'ACPP.

De leur côté, des fonctionnaires de l'Administration Reagan ont déclaré qu'il devait s'estimer heureux qu'on ne lui ait rien fait et qu'on l'ait simplement retenu". Les Contras ont affirmé que R. Boren se trouvait sur une base militaire, alors qu'il était dans l'humble maison d'une paysanne de 55 ans avec sa fille de 13 ans et qu'il ne portait aucune arme sur lui.

#### LE SALVADOR: LA DEMOCRATIE CHRETIENNE ACCUSEE DE CORRUPTION

par Matias Cruz, envoyé spécial.

San Salvador, (ANN). Les milieux politiques américains et la presse salvadorienne ont été profondément troublés par un article du "New York Times" signé de James Lemoyne, qui accuse Luis Mejia - importante figure du parti démocrate-chrétien - d'être impliqué dans le détournement de 2 millions de dollars faisant partie de l'aide des Etats-Unis destinée à la guerre.

L'article du quotidien américain fait remarquer que L. Mejia, candidat aux élections du 20 mars prochain, est une personnalité très proche du fils de Napoleon Duarte,

Alejandro Duarte, que les dirigeants du parti ont défendu pied à pied d'une possible implication dans cette "affaire". A. Duarte est un des candidats à la mairie de San Salvador.

Si l'on en croit des sources dignes de foi, l'ambassade des Etats-Unis a informé en détail le président Duarte de ce détournement, ce qui a obligé la démocratie-chrétienne à demander devant la Commission électorale le retrait de L. Mejia et son remplacement par un autre candidat.

Ce scandale a déjà eu des répercussions internes: tout d'abord les forces d'opposition accusent N. Duarte d'avoir permis la formation d'une coterie aussi déficiente que corrompue. D'un autre côté, ce fait affecte les relations du Salvador avec les Etats-Unis, qui ont toujours voulu présenter M. Duarte comme un exemple à suivre.

Le comité politique du parti démocrate-chrétien a déclaré que "ces accusations font partie d'une stratégie de l'extrême-droite qui vise à provoquer un effet politique" et à lui nuire aux élections.

Quant à Guillermo Ungo, président du front démocratique révolutionnaire (FDR) et vice-président de l'Internationale socialiste, il a affirmé que les élections municipales et législatives sont une tentative des Etats-Unis pour instaurer "un gouvernement de droite et pour la droite". G. Ungo considère que Washington essaie d'arrêter la corruption de la démocratie-chrétienne au pouvoir, car si les choses se poursuivent ainsi, elle perdra la guerre encore plus vite". Selon G. Ungo, si Washington filtre l'information sur L. Mejia c'est parce que son objectif est qu'aucun parti n'ait l'hégémonie à l'Assemblée législative, après les prochaines élections, où vont être renouvelés les 60 députés et les 262 maires.

## ETATS-UNIS: CAMPAGNE ELECTORALE ET POSITION DES CANDIDATS SUR LE NICARAGUA

par Robert Cohen.

**New York, (ANN). Nous terminons notre étude cette semaine par la présentation des positions de Albert Gore et de Jesse Jackson, tous deux démocrates.**

### ALBERT GORE (DEMOCRATE) :

Sénateur du Tennessee, il a été le seul des pré-candidats démocrates à voter en faveur de la soi-disant aide humanitaire aux contras l'an dernier, mais il s'est opposé à la dernière demande de soutien militaire et logistique. Considéré comme le plus conservateur des candidats à l'investiture démocrate, il a critiqué ses rivaux qu'il trouve "néo-isolationnistes" depuis l'expérience du Vietnam. Pour lui, la doctrine Monroe est toujours valable. Il se réfère beaucoup au pacte de Rio (traité d'assistance militaire mutuelle, sous l'égide des Etats-Unis, entre les pays de l'OEA) et estime que les Etats-Unis devraient pratiquer la diplomatie préventive pour éviter l'apparition de dictatures et de conflits stériles. Il préfère le plan Arias aux solutions militaires prônées par la Maison Blanche mais sa conception de la démocratisation est contradictoire avec le contenu du plan d'Esquipulas II et impliquerait, de fait, un changement de système au Nicaragua.

### JESSE JACKSON (DEMOCRATE) :

Le leader des droits civils des noirs américains est indubitablement le plus libéral de tous. Il rejette sans équivoque la politique de R. Reagan qui prétend renverser les gouvernements qui n'ont pas l'approbation des Etats-Unis.

A propos du Tiers-Monde, il propose une nouvelle attitude basée sur le respect du droit international et de la sécurité collective, le respect de l'autodétermination et des droits de l'homme, la recherche de la justice économique, dont l'absence entraîne la violence et les conflits. Comme le président Arias, le Révérend Jackson pense que les contras sont le problème et non la solution.

Il fait confiance au Nicaragua pour exécuter de bonne foi les accords. Selon lui, Washington devrait négocier directement avec Managua sur les questions de sécurité pour normaliser les relations.

-----  
Agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua.  
Directeur: Roberto García Bozo.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--  
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

